A Mantes-la-Jolie, les bonnes recettes du Cours La Boussole

LE FIGARO - jeudi 5 janvier 2017

Caroline Beyer
@BeyerCarolIne

Ouvert en septembre dans le quartier du Val Fourré, cette école élémentaire privée hors contrat fait partie du réseau Espérance Banlieues. Une structure qui ne compte que huit établissements et ne regroupe que 350 élèves, mais dont le modèle suscite un grand intérêt. Notamment de la part de François Fillon qui loue la liberté de recrutement des enseignants, les méthodes pédagogiques, la responsabilisation des parents, le port de l'uniforme et la transmission des valeurs nationales...

Chouchou rouge dans les cheveux, tout sourire, Aya, 7 ans, est fière. Elle fait partie des trois élèves méritants qui lèvent aujourd'hui les drapeaux. Celui de la France, celui de l'Europe et celui du Cours La Boussole, à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les 35 élèves de cette école élémentaire hors contrat entonnent ensuite *La Marseillaise*. «*Pensez à votre pays, la France, qui vous permet d'aller à l'école, et à vos parents, qui vous permettent d'avoir une éducation*», leur explique le directeur Pierre-François Chanu. Tous les matins, à 8 h 30, c'est le même rituel, au pied des barres d'immeubles du Val Fourré. Étonnant contraste. Ils s'appellent Mamoudou, Aïssada, Deborah, Fatymata ou Cassandra et portent l'uniforme, un simple sweat, vert pour les garçons, bordeaux pour les filles. Dans la cour de récréation. C'est en sautillant que l'un d'eux chantonne encore l'hymne national, avant de rejoindre sa classe.

L'école de Mantes-la-Jolie fait partie, avec celle de Sartrouville, des dernières structures ouvertes en septembre par le réseau Espérance Banlieues. Initié en 2012 avec le Cours Alexandre Dumas, à Montfermeil, il compte huit établissements et prévoit d'en ouvrir de cinq à quinze l'an prochain. Quelque 350 élèves y sont scolarisés. Une goutte d'eau? Un modèle duplicable? Autant de questions suscitées par ce réseau hors contrat qui interroge l'école de la République.

À Mantes, comme dans toutes les écoles Espérance Banlieues, les petits effectifs sont la règle. Un rêve caressé par tous les enseignants de France... «*Mais pas seulement*», insiste le directeur de l'école, aux allures de cow-boy barbu. Arborant santiags et chemise à carreaux, ce joueur de guitare classique aux origines nantaises a commencé sa vie professionnelle comme gendarme, avant de découvrir qu'il voulait être enseignant. «*La relation avec les parents est constante. Ce sont les premiers éducateurs*», martèle-t-il. L'excellence académique est un principe. Elle rime avec méthode syllabique et histoire de France chronologique, «*des Celtes à la Seconde Guerre mondiale*». Le vouvoiement est de rigueur. «*Et surtout, les enseignants sont aussi des éducateurs*, poursuit-il. *Les élèves doivent vivre une vraie fraternité. Au-delà des religions et des couleurs de peau, ce qui les réunit, c'est l'appartenance à la nation française.*»

Les écoles du réseau ne se définissent pas comme «laïques», mais «aconfessionnelles». Nuance? «*Cela signifie que nos élèves, qui pour la plupart sont musulmans, n'ont pas à laisser leur religion aux portes de l'école. Ils peuvent ainsi nous parler de ce qu'ils ont vu à l'école coranique*», explique le directeur. «*La première fois que j'ai apporté du jambon à midi, ça a été une affaire d'État*», raconte Eugénie, institutrice de CP. Un pavé dans l'univers communautariste du Val Fourré. «*Nous sommes chrétiens. Les élèves nous interrogent régulièrement sur notre religion et c'est très positif*», poursuit la jeune femme, passée par le scoutisme, les écoles privées sous contrat, et le monde de la finance.

Une forte empreinte catholique? «*Je dirais que le corps professoral est "missionnaire" et qu'effective-*

ment, les catholiques sont très présents», résume Éric Mestrallet, fondateur d'Espérance Banlieues, qui affiche la lutte contre le décrochage scolaire et l'intégration des enfants issus de l'immigration. «*Il faut leur donner accès à notre patrimoine et leur permettre de se sentir français*», poursuit ce père de famille nombreuse et chef d'entreprise. «*Et contribuer, à leur échelle, à la lutte contre la radicalisation.*» En scolarisant à Asnières un élève dont la mère est partie pour la Syrie, ou en raisonnant un père qui estime sa fille salie par *Les Fourberies de Scapin*.

«*Qu'elles portent un voile Hermès à Versailles, ou un foulard islamique à Montfermeil, les mères ont le même discours : elles veulent le meilleur pour leurs enfants*», lance Albéric de Serrant, le dynamique directeur de l'école pilote de Montfermeil. Ouvert il y a quatre ans et demi, le Cours Alexandre Dumas (100 élèves du CP à la 3e) a enregistré 85 % de réussite au brevet en 2016, au lieu de 50 % l'année précédente. Les élèves s'orientent pour moitié dans la voie générale. L'expérience peut-elle être étendue ? Au-delà de vingt écoles se posera le problème des financements. Invoquant l'argument de «*service rendu à la nation*», Éric Mestrallet travaille à l'obtention de financements publics. Mais se refuse à passer au régime «sous contrat», qui, dans le cadre de la loi Debré de 1959, ouvre droit à une prise en charge par l'État du salaire des enseignants. «*Je ne veux pas prendre le risque que la technostructure reprenne le dessus*», explique-t-il.

Un véritable engouement

Les établissements du réseau Espérance Banlieues sont actuellement financés par des associations de gestion locales - créées par des citoyens et élus à l'origine des créations - ainsi que la Fondation Espérance Banlieues, qui chapeaute le tout. L'année dernière, celle-ci a collecté 1,5 million d'euros (1). En tant que structure abritée par la Fondation pour l'école, reconnue d'utilité publique en 2008 par un décret signé du premier ministre de l'époque, François Fillon, elle bénéficie des mêmes avantages, comme les réductions fiscales pour les donateurs. «*Le réseau Espérance Banlieues peut s'appuyer, lorsqu'il crée une école, sur notre service juridique. Ses enseignants peuvent passer par l'Institut libre de formation des maîtres (ILFM), que nous avons ouvert en 2007*», explique Anne Coffinier, présidente de la Fondation pour l'école, figure emblématique du hors-contrat, qui accompagne et finance des établissements essentiellement catholiques (parmi lesquels des écoles de la Fraternité Saint-Pie-X), mais également des écoles Montessori et Steiner.

Quatre ans après ses débuts, Espérance Banlieues suscite un véritable engouement. Et quelques polémiques. «*Les banlieues ont besoin d'écoles privées, elles aussi*», explique sur le site Internet du réseau le journaliste Harry Roselmack, parrain de l'école de Montfermeil et coauteur en 2015, avec Éric Mestrallet d'un ouvrage sur le sujet (2). De *Télérama* au *Parisien*, nombreux sont les médias qui sont allés à la rencontre de ces écoles. En novembre, la journaliste et productrice Mélissa Theuriau a réalisé un documentaire sur le sujet. «*Cette école valorise les enfants en banlieue et a des résultats incroyables ! Mélissa en a fait un doc*», tweetait alors Jamel Debbouze, son époux. Avant de susciter l'étonnement de certains connaisseurs du monde de l'éducation, comme l'ancien président de la revue *Les Cahiers pédagogiques*, marqué à gauche, qui évoquait alors des «*valeurs clairement conservatrices, voire réactionnaires*». Plus récemment, un comité local du mouvement En marche ! d'Emmanuel Macron, organisait à Boulogne un débat éducatif auquel était invité Éric Mestrallet. Certains ont crié à la mise en «*danger* (du) *service public d'éducation*».

Dépasser les clivages

De Macron à Valls, en passant par Fillon, Espérance Banlieues explique être en contact avec les candidats à la présidentielle. François Fillon, celui de la droite, s'est dit favorable au développement de ce type d'écoles en milieu rural. Liberté de recrutement des enseignants, choix des méthodes pédagogiques dans le respect du socle commun, responsabilisation des parents, uniforme, transmission des valeurs nationales... Dans son entourage, on indique qu'il existe de nombreux parallèles entre le modèle Espérance Banlieues et son programme éducation. Et l'on évoque une réflexion en cours pour envisager des financements publics.

Les clivages droite gauche sont-ils dépassables ? Pour l'heure, les maires qui ont accueilli ces écoles sur leur territoire se classent à droite, de Xavier Lemoine, maire (LR) de Montfermeil et vice-président du Parti chrétien-démocrate à Marseille, en passant par Roubaix. Mais des projets sont en cours avec des municipalités de gauche, aux Mureaux, à Trappes et à Dijon, assure Espérance Banlieues.

Le phénomène fait évidemment grincer des dents du côté de l'école publique. «*Ici Montessori, là Espérance Banlieues, ailleurs les laïques ou les musulmans... Sans parler des structures à caractère marchand. S'achemine-t-on vers un système où l'État serait simplement un contrôleur et un financeur avec le chèque éducation ?*» s'inquiète Albert-Jean Mougin, vice-président du syndicat d'enseignants Snalc, marqué à droite. En juin, la réunion d'information organisée par l'équipe du Cours La Boussole à Mantes avait attiré plus de professeurs du public mécontents que de parents. À Montfermeil, les élus de l'opposition, à gauche, s'étaient mobilisés contre l'implantation du Cours Alexandre Dumas. Avant que l'un d'eux scolarise ses enfants dans l'école...

«*À l'école publique, mon fils était harcelé. Les profs et le directeur fermaient les yeux, sans doute par peur des représailles des grands frères*, raconte une maman de Mantes-la-Jolie, pour qui l'ouverture de l'école a été une aubaine. Depuis, d'autres parents l'ont suivie. «*Il paraît que le directeur de l'école publique n'est pas très content...*» ■

1) Venus pour 35 % de subventions de fondations et institutionnels, 30 % d'entreprises, 20 % de particuliers et 15 % de contributions des familles, pour qui les frais sont peu élevés : de 55 à 75 euros mensuels.

2) «Espérance Banlieues : Un nouveau modèle d'école, pour mieux lutter contre l'échec scolaire et les tensions communautaires», Éditions du Rocher, 2015